

Face aux "incivilités" impunies, des citoyens font condamner l'état

Article rédigé par *La Sélection du Jour*, le 26 août 2020

Source [La Sélection du Jour] Le mot « incivilités » a été popularisé par le président de la République en personne. Cet euphémisme recouvre toute une série de désagréments allant de l'impolitesse à l'agression physique pouvant aller jusqu'au meurtre. Leurs auteurs sont très majoritairement des « jeunes » issus de la « diversité », autres termes pudiques auxquels se cramponnent nombre de personnalités politiques et les médias de masse (qui ont pourtant abandonné toute pudeur sur la plupart des autres sujets). Mais ceux qui subissent quotidiennement ces « incivilités » sont arrivés à un point de rupture.

À Marseille, des habitants des quartiers nord ont ouvert la voie à d'autres actions contre l'État en le faisant condamner le 3 août par le tribunal administratif de Cité phocéenne à 10 000 euros de dommages et intérêts du fait de « mesures insuffisantes pour restaurer la tranquillité publique ». En cause, son inaction face aux « rodéos » urbains qui pourrissent les jours et les nuits des habitants, et mettent parfois leur vie en péril. L'exemple de ces Marseillais a déjà inspiré onze collectifs de la banlieue lyonnaise qui ont adressé une lettre au préfet du Rhône et aux maires pour exiger « des conditions de vie convenables » et un « plan d'action fort », notamment contre ces rodéos motorisés sur deux roues (souvent d'ailleurs sur une seule...). Le 15 juillet, le maire LR du 2^e arrondissement de Lyon, Pierre Oliver, avait saisi le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, pour lui faire part de « nuisances persistantes et inacceptables » subies par les habitants depuis 18 mois : la presqu'île de la cité lyonnaise, écrivait-il, « est le terrain de rodéos nocturnes, de tapage et nuisances sonores, de nombreuses incivilités, voire d'agressions ». Leurs auteurs seraient des « jeunes » de « l'est lyonnais », présents « du soir jusqu'à cinq-six heures du matin ».

Ces faits demeurent largement impunis alors qu'une loi a été votée en 2018 pour renforcer l'arsenal juridique. Les participants à ce type de rendez-vous encourrent légalement un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende, et, en cas de circonstances aggravantes, jusqu'à 75 000 euros d'amende et cinq ans de prison. Encore faut-il que cette loi votée sous la pression populaire soit appliquée. À Nîmes, au mois de mai, l'auteur d'un rodéo ayant tué un passant a été libéré sous contrôle judiciaire... Peu de villes ou de banlieues sont épargnées : dans deux quartiers de Reims, dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 août, treize véhicules ont été incendiés et des tirs de mortier ont visé des policiers et des pompiers.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)